

Pastoralisme et politiques développementalistes : états de lieux sur les systèmes de tenure foncière pastorale en Afrique Subsaharienne

Habibou Ibrahim, Marc Mormont, Pierre M. Stassart et Boubacar Yamba



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/20165>

DOI : 10.4000/vertigo.20165

ISSN : 1492-8442

Éditeur

Les Éditions en environnement VertigO

Ce document vous est offert par Université de Liège



Référence électronique

Habibou Ibrahim, Marc Mormont, Pierre M. Stassart et Boubacar Yamba, « Pastoralisme et politiques développementalistes : états de lieux sur les systèmes de tenure foncière pastorale en Afrique Subsaharienne », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Débats et Perspectives, mis en ligne le 25 mai 2018, consulté le 20 septembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/20165> ; DOI : 10.4000/vertigo.20165

Ce document a été généré automatiquement le 20 septembre 2018.



Les contenus de *VertigO* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Pastoralisme et politiques développementalistes : états de lieux sur les systèmes de tenure foncière pastorale en Afrique Subsaharienne

Habibou Ibrahim, Marc Mormont, Pierre M. Stassart et Boubacar Yamba

Introduction

- 1 En Afrique Subsaharienne, la sécurité de tenure foncière pastorale devient une nécessité majeure pour améliorer les moyens d'existence des éleveurs. Les interventions publiques se sont appuyées sur deux (2) approches de développement. Les approches de modernisation de l'agriculture et de gestion des terroirs et la nouvelle écologie des parcours. Les premières sous-tendent la privatisation et l'exclusivité des droits et relèvent de la vision techniciste de l'aménagement pastoral. La seconde s'appuie sur les capacités résilientes des systèmes pastoraux. Cette approche est aujourd'hui admise et semble établir un consensus autour des rôles des institutions traditionnelles et des valeurs du pastoralisme. L'analyse des effets de ces politiques d'élevage met en évidence les limites de telles approches de modernisation. Elles ont contribué à la domination de certains groupes au détriment des usagers temporaires. Ces interventions se sont avérées inefficaces, génératrices de conflits et d'insécurité des droits fonciers. Partant du constat que la question foncière se trouve au centre des défis et enjeux d'accès aux ressources, aux droits et à l'espace, les pays d'Afrique de l'Ouest avaient initié des réformes foncières et législatives. Il ressort que le foncier pastoral comporte une pluralité des normes et s'appuie sur des règles d'usage et des hiérarchies des droits négociés. Malgré les avancées significatives entre des lois foncières en Afrique de l'Ouest, il en résulte une diversité des situations actuelles entre les législations du foncier pastoral des pays sahéliens et côtiers

(Djenontin, 2009). Toutefois, au-delà des différences dans les étapes et processus de réformes à l'intérieur des états, il y a lieu de penser à une politique foncière qui s'intègre dans une perspective régionale de gestion de l'élevage transhumant.

Les conflits éleveurs- agriculteurs et résilience des systèmes pastoraux en Afrique : quelle lecture?

- 2 Le système pastoral sahélien a connu ces dernières années des mutations importantes et des changements dans les représentations du pastoralisme et la gestion des ressources naturelles. La question foncière n'était pas prise en compte dans la question de la décentralisation (Marie et Idelman, 2010). Cela a beaucoup contribué à la marginalisation des éleveurs et à l'augmentation des conflits entre éleveurs et agriculteurs (Benjaminsen et Ba, 2009 ; Thébaud et Batterburry, 2001). L'accès aux points d'eau et pâturages demeure le centre des conflits fonciers entre les différents groupes d'usagers dont la tendance est à l'appropriation par les groupes dominants. (Fielmua et al., 2014 ; Waziri Mato, 2004 ; Thébaud, 2002 ; Thebaud et Batterburry, 2001). Peu de solutions aux conflits d'usage des points d'eau et autres ressources communes ont été trouvées (Thébaud et Batterburry, 2001). Turner (2004) ajoute aussi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs ne peuvent pas seulement s'interpréter comme des conflits autour de ressources rares ou comme une défaillance de la gestion commune. Il soutient qu'il n'y a pas que des conflits d'intérêts entre les acteurs, mais que les relations entre groupes révèlent aussi des dimensions morales et culturelles. Gagneron (2013) montre par exemple que les conflits entre les agroéleveurs et les Peuls transhumants dans la commune de Hombori au Mali sont liés à la maîtrise territoriale entre les Songhaï disposant d'un pouvoir politique et les agroéleveurs Bellahs des classes serviles. Cette légitimité historique fonde aussi le rapport d'accès et d'usage des ressources pastorales entre les autochtones Barani (chefs de terres) dans le nord de la Côte d'Ivoire et les éleveurs peuls transhumants venant du Macina (Coulibaly et al., 2007; Ancey, 1997). Par ailleurs, là où les règles légitimes ne s'appliquent pas et où l'accès aux points d'eau et pâturages reste soumis à un ensemble des droits multiples en fonction des saisons et des périodes, les conflits entre usagers s'expriment dans le rapport de force entre acteurs (Gagneron, 2013).
- 3 Ces conflits de légitimité et enjeux de pouvoir confirment le plus souvent des revendications foncières ou territoriales, les conflits entre autochtones et allochtones reposent souvent sur des raisons politiques et morales des groupes sociaux en conflit (Coulibaly et al., 2007; Jacob, 2007; Frérot, 1999). Au Sud comme au Nord, les conflits d'usage des ressources sont liés à des questions de territorialité et d'identité des acteurs et s'expriment par des contestations ou des rejets lors des projets d'aménagement et d'implantation des ouvrages (Coulibaly et al., 2007), ce qui se vérifie aussi dans les pays développés (par exemple : Kirat et Torre, 2008 ; Cadoret, 2006). Or le nomadisme des éleveurs constitue une stratégie opportuniste de valorisation des ressources pastorales en Afrique Subsaharienne (Sawadago, 2011; Avella et Reounodji, 2009; Benoît, 1999). Les éleveurs s'adaptent aux conditions climatiques incertaines des milieux arides et semi-arides et ailleurs dans le monde (Hesse et al., 2013; Dong et al., 2011; Nori et al., 2008; Hesse et MacGregor, 2006; Nori et Taylor, 2006; McCarthy et al., 2004). Ces auteurs affirment la capacité des exploitations pastorales à s'adapter aux cycles de sécheresses en pratiquant la mobilité spatiale. Dans les zones pastorales d'Afrique centrale, François (2006) montre que cette mobilité pastorale au Tchad demeure une stratégie efficace

d'adaptation des éleveurs dans les zones complémentaires du Sud soudanais et du Nord pastoral du Tchad.

- 4 Au-delà des avantages directs de la mobilité pastorale, les systèmes pastoraux demeurent plus efficaces en production de lait, viande et résistance à la sécheresse en comparaison avec les systèmes de production sédentaires. Bon nombre d'auteurs (Bonnet et Hérault, 2011; Sandford, 2009; McCarthy et al. 2004; Colin de Verdière, 1995) analysent les systèmes de productions d'élevage transhumant comparé à celui des sédentaires au Niger et de parcours ailleurs en Afrique et prouvent un rendement élevé du premier par rapport au second système. Par ailleurs, la récente étude (Laouali, 2014) sur l'élevage pastoral dans les trois (3) zones agro-écologiques de la région de Diffa montre que les tailles moyennes des animaux dans les ménages sédentaires sont moins importantes que mobiles. Il conclut que cette diversification dans les systèmes de production mobiles permet de répartir les risques d'aléas climatiques et épizooties. Le pastoralisme est certes dans une profonde mutation due à l'accroissement démographique, aux multiples options politiques et aux changements environnementaux, mais les récentes études portant sur le Kenya, le Tchad, le Nigéria montrent la capacité d'adaptation des éleveurs à ces changements. De plus, et au contraire des thèses soutenant les éleveurs comme responsables de la dégradation des ressources naturelles, Kiage (2013) montre que les arguments de surpopulation, de surpâturage, de surexploitation des forêts n'expliquent que peu la dégradation des sols qui est essentiellement liée à des causes naturelles, par contre il montre la capacité d'adaptation des éleveurs à ces changements, ce qui a permis d'accroître la production en dépit de cette dégradation. Ces auteurs soutiennent la nécessité de sécuriser les systèmes pastoraux mobiles en Afrique soudano-sahélienne.
- 5 Pourtant, malgré les conditions climatiques aléatoires et les dynamiques des systèmes agraires, les éleveurs et agriculteurs avaient longtemps suivi des stratégies de réduction des risques que les politiques publiques ont ignorées (Schlecht et al., 2004; Pouillon, 1990). Il s'agit de l'exode, la reconversion des activités, le développement des formes traditionnelles de solidarité ou la sélection des espèces rustiques. Ces stratégies permettent la sécurisation des ménages pastoraux. Les recherches portant sur le Niger et ailleurs au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire durant les années 1970 et 1980 prouvaient incontestablement les capacités des systèmes d'élevage mobiles à s'adapter grâce à l'accès ouvert des espaces pastoraux et d'autres relations d'échanges culturels entre éleveurs et agriculteurs (Schlecht et al., 2004; Ancey, 1997; Milleville, 1995, 1992; Peyre de Fabregues, 1987; Jouve et David, 1985; Miranda, 1980; Koechlin et Stigilano, 1980; Raynaut, 1980; Benoît, 1978). Ces auteurs signalaient les pratiques d'association agriculture-élevage, celles de confiage, la migration pastorale et les échanges économiques entre ces deux communautés comme des pratiques adéquates d'adaptation. Ainsi, ils montrent l'existence des adaptations anciennes qu'avaient connue les agriculteurs et les éleveurs dans leur rapport à l'espace. Tous ces arguments d'adaptation des éleveurs méritent une place importante dans les politiques pastorales.

Les politiques d'élevage

- 6 Les conceptions de l'élevage fondées sur l'intensification et la sédentarisation des éleveurs ont justifié la vision de propriété privée en Afrique pour sécuriser les investissements. Ces politiques pastorales en Afrique sont alimentées par les visions des experts et institutions internationales (Touré, 1997; Bocco, 1990) qui ont pensé le

développement de l'élevage via de gros investissements. Cette représentation se fonde sur la théorie évolutionniste de droits de propriété. Elle met en évidence le lien entre sécurité foncière, droits de propriété et investissement pour gérer les ressources à accès libre et accroître la productivité. Cela a beaucoup favorisé l'exclusion des éleveurs qui sont même expropriés de nos jours par la montée en puissance de politiques d'investissements à grande échelle (Cotula et al. 2009; Harchies et al., 2007; Chauveau et al., 2006; Auclair, 2006; Cotula et al., 2005; Thébaud, 2002). Des approches techniques de maillage des points d'eau (Hammel, 2006; Marty, 1998, 1993; Bernus, 1974,1990), la privatisation des services et des soins vétérinaires (Rass, 2006) sont mis en œuvre au nom de la modernisation de l'élevage. La conception de ces politiques se base sur des critères de richesse, de performances et d'accroissement de la productivité agricole. Ces interventions ont obtenu des résultats mitigés notamment l'exclusion de certains usagers des ressources et l'appropriation privative des puits et des pâturages en Afrique de l'Ouest et l'Est (Cotula et al., 2006; Hesse et Thébaud, 2006; Touré, 1997; Galaty, 1990). Elles ont longtemps misé sur des approches techniques et descendantes (Thébaud, 2002). Hardin (1968) défendait l'idée que la gestion commune conduirait à une dégradation des ressources pastorales. Ces considérations avaient contribué à remettre en cause la viabilité des systèmes pastoraux et à ne pas reconnaître leur capacité d'adaptation (Lanes et Moorehead, 2009). Les politiques pastorales en Afrique ont mis à mal les moyens d'existence des pasteurs et accentué leur vulnérabilité (Hesse et Thébaud, 2006; Marty, 1993). Elles montrent une primauté de l'intensification de l'élevage dans le choix des interventions publiques (Ancey et Monas, 2005).

- 7 Ces représentations sur les politiques d'élevage ont eu des conséquences néfastes sur les projets d'élevage d'hydraulique pastorale au Sénégal et au Niger, notamment par la dégradation des sols et le surpâturage autour des puits et forages pastoraux (Ancey et Monas, 2005; Bernus, 1974). Par contre, les agriculteurs sont mieux impliqués que les éleveurs dans la mise en œuvre des activités des projets de développement (Thébaud, 2002; Marty, 1993). Récemment, dans le contexte sahélien, Naess (2012) défend l'idée que la coopération élargie entre les familles par la valorisation du travail est favorable à la productivité et que la privatisation conduit à des effets négatifs. De même, cette privatisation contribue à la dégradation des sols (La Rovere et al., 2005). Par ailleurs en Afrique de l'Est, Galaty (2008) et Schwartz (2005) considèrent que le pastoralisme réussit d'une part à nourrir les villes et aussi à maintenir un bon niveau de population et l'occupation de la force de travail. Ils affirment que l'idée voulant intégrer plus des pasteurs dans le marché pour accroître leur productivité et leurs ventes serait une erreur. De ce fait, Galaty (Ibid.) tire la conclusion qu'une marchandisation et une modernisation réduiraient cette capacité des éleveurs à gérer ces territoires pastoraux difficiles des zones arides et semi-arides. Partant du constat de l'échec de ces politiques de modernisation et des droits de propriété de par les nombreux écrits scientifiques (Bonnet, 2012; Naess, 2012; Roe et al., 2009; La Rovere et al., 2005; Schlecht et al., 2004), ces auteurs soutiennent la gestion collective des ressources communes en Afrique.

Les réformes législatives : sources d'insécurité pour les communautés pastorales

- 8 Au cours des deux dernières décennies, l'Afrique de l'Ouest a enregistré des progrès importants sur les réformes foncières (Avella et Reoundji, 2009; Roe et al. 2009;

Chauveau et al., 2006; Ouédraogo et al., 2006; Lavigne Delville, 1999; Le Roy et al., 1996). Ces lois ouvrent la voie à la reconnaissance du système de production pastoral et à la gestion des ressources naturelles par les collectivités locales. Ces lois pastorales initiées en Afrique recouvrent deux principales approches : la codification des règles coutumières dans les dispositifs législatifs officiels et l'approche pragmatique pour ce qui est des plans fonciers ruraux. Elles consistent soit à recueillir et à intégrer les règles coutumières dans les règles officielles, soit à cartographier les droits reconnus à l'échelle d'une unité territoriale. C'est le cas des codes rural et pastoral au Niger en 1993 et 2010; du code pastoral en Guinée en 1995; du code pastoral en Mauritanie en 2000; de la charte pastorale au Mali en 2001 et de la réforme foncière agraire au Burkina en 2002. Malgré la reconnaissance par ces lois des droits d'accès aux ressources pour les éleveurs, les organisations pastorales et les leaders coutumiers n'ont pas un pouvoir décisionnel dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces initiatives politiques (Avella et Reounodji, 2009). Ces lois sont sectorielles et incohérentes (Cotula et al., 2006). Pour combler ces insuffisances, par exemple le Niger a adopté une stratégie d'hydraulique pastorale en 2011 (ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, 2011). Cette stratégie harmonise les lois sectorielles et prend en compte les droits sur les ressources, l'aménagement pastoral et la sécurisation foncière des groupes d'usagers. Par ailleurs, l'approche de codification débouche sur des choix politiques qui échappent aux populations locales. Par contre les plans fonciers ruraux en Côte-Ivoire et au Bénin posent des incertitudes et des inquiétudes sur la technique de recueil des droits et sur leur portée juridique (Le Meur, 2008; Lavigne Delville, 2003; Lavigne Delville et al., 2002). Les enseignements majeurs de ces politiques de modernisation de l'agriculture n'ont pas apporté de réponses véritables de sécurisation foncière aux groupes d'usagers des ressources. Ces plans fonciers ruraux ont conduit à des conflits sociaux importants et une précarité des statuts fonciers. Le cas du rapport au foncier entre les populations migrantes et autochtones de la zone d'aménagement de la vallée des Volta dans le Ganzourgou l'avait bien révélé (Tallet, 2007).

- 9 En fait, il semble que ces avancées législatives majeures n'ont pas donné les résultats escomptés par leur faible application sur le terrain dans un contexte de pluralisme institutionnel (Chauveau et al., 2001; Lund, 2001). Ce phénomène entraîne des conflits d'intérêts entre plusieurs sources de légitimité de pouvoir et l'accaparement des terres par des acteurs influents. Au lieu de sécuriser les éleveurs, elles ont accentué la spéculation foncière (Benjaminsen et Ba, 2009; Chauveau et al., 2006), l'insécurité des populations nomades (Hesse et Thebaud, 2006; Touré, 2004) et la colonisation des espaces pastoraux (Benjaminsen et Ba, 2009; Auclair, 2006; Fauchette, 1999). Les politiques étatiques ainsi que les textes législatifs n'ont pas réussi à sécuriser les pasteurs face aux évolutions socio-économiques et politiques que connaissent les espaces pastoraux (Diao Camara, 2013).
- 10 La prise en compte des acteurs et de leurs pratiques s'avère nécessaire à la compréhension des obstacles à la sécurisation durable des aires protégées et des espaces pastoraux (Touré, 2011; Convers et al., 2007). Il est également nécessaire d'établir les relations entre les acteurs usagers et les types de droits par rapport à l'espace-ressource (Barrière, 2002). Dès lors la participation de ces parties prenantes devient le centre des enjeux pastoraux (Bon et al., 2005).

La décentralisation administrative et la gestion locale des ressources : un enjeu pour les groupes pastoraux à faible assise foncière

- 11 La logique de la décentralisation est le transfert des compétences du pouvoir central aux collectivités territoriales d'une part, et d'autre part la création des conditions de la participation des citoyens à la prise de décision au niveau local (Boutaleb et Saidani, 2004). Sans la participation citoyenne, la sécurité des droits d'accès aux ressources reste fragile et incertaine. Cette décentralisation est perçue aujourd'hui comme une opportunité, mais aussi une inquiétude pour les communautés nomades (Marie et Idelman, 2010; Marty et Mohamadou, 2005). Elle représente un cadre légal pour permettre aux éleveurs de participer à la gestion du foncier et des ressources naturelles. Même si la décentralisation offre le cadre adéquat pour le retour des pasteurs sur la scène locale de nos jours (Nori et al., 2008; Mosely et al., 2002), les risques d'exclusion des éleveurs transhumants ou le développement de la corruption par des groupes dominants et des élites locales ne sont pas à écarter (Benjaminsen et Ba, 2009; Mohamadou, 2009; Hochet, 2006; Ouédraogo et al., 2006; Marty et Mohamadou, 2005; Boutrais, 2000). Ces phénomènes de mauvaise gouvernance des territoires pastoraux s'accroissent avec l'avènement de la décentralisation (Waziri Mato, 2004, Thébaud, 2002 ; Thébaud et Batterburry, 2001). Cette évolution des modes d'usage et d'accès aux ressources pastorales entraîne des exclusions sociales et des pratiques foncières qui ont un impact sur la réduction des espaces pastoraux. Cette mal-gouvernance rend plus difficile la sécurité foncière (Hesse et al., 2013; Nelen et al., 2012; Dong et al., 2011; Galaty, 2005; Schwartz, 2005). La sécurisation des moyens de subsistance des éleveurs demande la maîtrise de tous ces facteurs socio-fonciers dont l'accès aux zones agricoles et valorisation des produits de l'élevage transhumant (Wane et al., 2010).

Vers de nouvelles approches alternatives et innovantes de gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne

- 12 La pression agricole sur les terres entraîne la réduction des espaces pastoraux qui s'accroît avec la pression démographique (Cotula et al., 2009; Chauveau et al., 2006; Auclair, 2006; Jouve, 2006; Cotula et al., 2005; Mathieu et Tabutin, 1996). Dès lors, la sécurisation des systèmes pastoraux et la reconnaissance des droits coutumiers deviennent un enjeu majeur pour l'amélioration des moyens d'existence des éleveurs (Faye, 2008 ; Ly, 2004). Face à la vulnérabilité des pasteurs et aux mutations des activités pastorales, Sambo et Bonnet (2010) prônent un soutien plus fort aux initiatives locales de gestion des risques pour les éleveurs par le canal des organisations d'éleveurs. Par le passé, l'objectif de la création des organisations d'éleveurs était de contrôler les mouvements des pasteurs en période de la colonisation (Marty, 2000, 1998). Aujourd'hui, ces organisations paysannes en Afrique Subsaharienne suscitent un intérêt évident, car elles contribuent à la définition des politiques agricoles et deviennent un instrument incontournable de réussite des actions de développement Mercoiret (2006) et François

(2006) soulignent les capacités des acteurs locaux à faire émerger des accords sociaux négociés et des innovations institutionnelles stables.

- 13 Les organisations pastorales, leaders pastoraux et autorités administratives et coutumières ainsi que les projets d'élevage à Dakoro-Niger sont parvenus à un compromis sur la gestion des parcours pastoraux (Ibrahim et al., 2013; Bonnet, 2012; Bonte, 2009; Bonnet et al., 2005). Dans ces milieux non équilibrés, Swift (2009) et d'autres (Bonte, 2009; Sylla, 2009) insistent sur la nécessaire reconnaissance des institutions et organisations pastorales pour gérer les ressources naturelles et contribuer au développement des milieux pastoraux. Elles se mobilisent pour un changement dans réformes foncières (Lavigne Delville et Saiah, 2015). Par ailleurs, ces politiques publiques pastorales doivent être flexibles et permettre une adaptation aux contextes évolutifs des systèmes pastoraux.
- 14 De ce fait il conviendrait d'harmoniser les multiples lois sectorielles et de les adapter à l'évolution des réformes administratives et politiques agricoles (Bonnet, 2012; Bonnet et Hérault, 2011; Bonnet et Guibert, 2011; Touré, 1997). Dans cette démarche, le rôle de l'État est primordial dans la régulation des pratiques et politiques publiques pastorales pour réussir les « processus d'apprentissage et de façonnage des règles » (Bonnet, 2012; Marie et Idelman, 2010; Ostrom, 2010, 1990; Lavigne Delville, 2006,1999; Lavigne Delville et al., 2002). Cette importance des institutions pastorales et systèmes pastoraux milite aujourd'hui en faveur d'une autre vision de la politique pastorale. Elle se baserait sur la reconnaissance effective du pouvoir de définition des politiques agricoles et la participation des éleveurs à la gestion de leur ressource. Cela est possible via l'articulation des organisations pastorales et des institutions de gestion coutumières et le rôle primordial de l'État pour réguler les initiatives et innovations locales consensuelles (Bonte, 2009). De nombreuses expériences opérationnelles de terrain (Bonnet, 2012; Bonnet et Hérault, 2011; Avella et Reounodji, 2009) militent en faveur de la reconnaissance de ces droits à la mobilité et de leur préservation dans les différentes réglementations foncières. D'ores et déjà des initiatives d'organisations régionales des États saharo-sahéliens s'accordent à conduire des politiques publiques pastorales qui accompagnent la promotion de l'élevage pastoral et la sécurisation foncière (Déclaration de N'Djaména, 2013). Les recommandations formulées à cette rencontre insistent sur la gouvernance locale, nationale, sous régionale et la sécurisation des systèmes pastoraux mobiles dans l'espace saharo-sahéliens.

Discussion

- 15 Les politiques d'élevage de modernisation et de gestion des terroirs autour d'enjeux fonciers sont responsables de transformations des modes de vie et d'existence des éleveurs transhumants. Elles montrent que ces approches ont des limites notamment par la dégradation des ressources, l'accès aux droits, l'exclusion des groupes faibles et les emprises agricoles. Les réformes de la décentralisation et foncière n'ont pas réussi à sécuriser ces éleveurs. Il se développe des appropriations foncières et la privatisation des ressources communes. Ces réformes ne répondent pas aux changements qui affectent les territoires pastoraux. Pourtant ces transformations institutionnelles et d'occupation des espaces pastoraux conduisent à la vulnérabilité des éleveurs et de leur système de production. L'enjeu majeur de ces réformes foncières pour les pays sahéliens, c'est l'application des textes et l'opérationnalisation des structures locales de gestion foncière

avec la décentralisation. Par contre, les pays côtiers doivent prendre en compte les logiques de mobilité pastorale dans l'élaboration des lois foncières. Or il est essentiel de comprendre ces dynamiques pour intégrer des réflexions nouvelles sur les enjeux d'accès aux ressources et la diversification économique de l'élevage transhumant. Les travaux futurs doivent tendre vers l'harmonisation du cadre juridique et institutionnel et leur application dans la sous-région. Une approche régionale est nécessaire en termes de stratégies d'intervention.

Conclusion

- 16 La vulnérabilité des éleveurs face aux mutations foncières demeure une préoccupation majeure en Afrique Subsaharienne. Il est établi que jusqu'à présent les réformes institutionnelles et politiques d'élevage de gestion et l'accès aux droits n'ont pas abouti à la sécurisation des espaces de production agropastoraux. Néanmoins, malgré ces avancées significatives en termes des lois et textes législatifs sur le pastoralisme, les organisations ouest-africaines se mobilisent en réseaux et jouent un rôle important dans l'amélioration des conditions d'accès aux ressources pastorales et à leur protection. Elles influencent les processus de réformes foncières face aux phénomènes de colonisation agricole et d'accaparement des terres pastorales. Ces organisations pastorales participent à la construction du territoire et transforment les modes de gestion des ressources et facteurs de vulnérabilité pour la mise en place des projets de société dans ces territoires pastoraux. Cependant, il faudrait mettre en application les législations foncières qui existent dans les États ouest-africains (Niger, Mali Mauritanie, Tchad). Par ailleurs, ceux des pays côtiers (Bénin, Togo) doivent nécessairement intégrer le foncier pastoral dans la gestion territoriale des espaces pastoraux. La reconnaissance des droits lignagers et des limites administratives s'intègrent pleinement dans l'aménagement et sécurisation de la mobilité des éleveurs, éléments qui différencient le contexte législatif et foncier sahélien ouest-africain de celui des pays côtiers.

Biographie

- 17 Habibou Ibrahim est géographe et doctorant en Sciences et Gestion de l'Environnement, Faculté des Sciences, Université de Liège. Ses recherches portent sur l'élevage au Sahel, notamment la gouvernance des ressources communes, le foncier pastoral et les organisations paysannes.
- 18 Marc Mormont est professeur en sciences de l'environnement à l'Université de Liège, ancien directeur du Laboratoire de socio-économie-environnement-développement (SEED) du département sciences et gestion de l'environnement, Campus d'Arlon. Il enseigne la sociologie de la gouvernance et de l'environnement.
- 19 Pierre M. Stassart est professeur au Département sciences et gestion de l'environnement, Faculté des sciences, Université de Liège. Il est actuellement directeur du Laboratoire de recherche (SEED), Campus d'Arlon. Sociologue et Ingénieur agronome, il enseigne la transition des systèmes agro-alimentaires et coordonne des recherches sur la participation. Il est membre du GIRAF (Groupe interdisciplinaire de recherche en agro-écologie).

- 20 Boubacar Yamba est professeur titulaire en Géographie et enseignant-chercheur. Il est directeur de l'école doctorale des Lettres, des Sciences de L'Homme et de la Société. Ses recherches portent sur la gestion des ressources naturelles, la vulnérabilité, le foncier et le développement local au Niger.

Remerciements

- 21 Au terme de ce travail, je tiens tout particulièrement à remercier la Coopération technique belge (CTB) pour l'Octroi d'une bourse d'études en Belgique. Cela a facilité notre déplacement et séjour au sein de l'unité de recherche en Socio-Economie-Environnement-Développement (SEED).

BIBLIOGRAPHIE

Ancey, V., 1997, Les Peuls transhumants du nord de la Côte d'Ivoire entre l'État et les paysans : La mobilité en réponse aux crises », in Contamin B., et H. Memel-Fotê (éditeurs scientifiques), *Le modèle ivoirien en questions : Crises, ajustements, recompositions*, Collections Hommes et sociétés, Karthala-ORSTOM, Paris, pp. 669-688.

Ancey, V. et G. Monas, 2005, Le pastoralisme au Sénégal, entre politique « moderne » et gestion des risques par les Pasteurs, *In : Tiers-Monde*, 46, 184, pp. 761-783

Auclair, L., 2006, L'appropriation communautaire des forêts dans le Haut Atlas marocain, *Cah Sci Hum*, 32, (1), pp. 177-194.

Avella, N. et F. Reounodji, 2009, La législation foncière pastorale au Niger et au Tchad. Une analyse comparative, dans : L. Seiny-Boukar, P. Boumard (éditeurs scientifiques), *Actes du colloque « Savanes africaines en développement : innover pour durer »*, 20-23 avril 2009, Garoua, Cameroun. Prasac, N'djamena, Tchad; Cirad, Montpellier, France, cédérom, pp.1-8.

Barrière, O et C. Barrière, 2002, Un droit à inventer. Foncier et environnement dans le Delta intérieur du Niger, France, IRD, 476 p.

Benjaminsen, T-A. et B. Ba, 2009, les conflits agriculteurs-éleveurs, la marginalisation pastorale et la corruption : une étude du delta du Mali, *Le Journal géographique*, 175, 1, pp. 71-81.

Benoît, M., 1978, Pastoralisme et Migration : Les Peuls de Barani et de Dokui (Haute Volta), *Études rurales*, n°70. EHESS, Paris, pp. 9-49.

Bocco, R., 1990, la sédentarisation des pasteurs nomades : les experts internationaux face à la question bédouine dans le Moyen-Orient arabe (1950-1970), *IUED, Suisse, Cah, Sci, Hum*, 26 (1-2), pp. 97-117.

Benoît, M., 1999, Opportunisme pastoral et conservation de la savane en Afrique de l'Ouest, In Bourgeot A. (dir), « *Horizons nomades en Afrique sahélienne : Sociétés, développement et démocratie*, Collections Hommes et troupeaux, Khartala, Paris, pp. 448-468.

- Bernus, E., 1974, Possibilités et limites de la politique d'hydraulique pastorale dans le Sahel nigérien", *Cah. ORSTOM, Sér. Sc. Hum.*, vol. XI, 2, pp. 119-126.
- Bernus, E., 1990, Le Nomadisme pastoral en question, dans : Chiva I., G. Duby et G. Sautier (dir), *Identités et sociétés nomades : symboles, normes et transformations, Études rurales*, n°120, EHESS, Paris, pp. 41-52.
- Boutaleb K et M. Saidani, 2004, La problématique financière de la décentralisation à la lumière de l'expérience algérienne, in *Ferguène A (eds), Gouvernance locale et développement territorial : Le cas des pays du sud*, l'harmattan, pp. 175-186.
- Bon, E., G. Froger, C. Mainguy., J. Brot et H. Gérardin (dir), 2005, Quels acteurs pour quel développement?. Paris, GEMDEV-Karthala, 288 p., *Développement durable et Territoires [En ligne]*, Lectures, publications de 2005, mis en ligne le 16 mars 2006, URL : <http://developpementdurable.revues.org/1886>, consulté le 7 mai 2014.
- Bonnet, B. et D. Hérault, 2011, Gouvernance du foncier pastoral et changement climatique : renforcer les capacités des acteurs du foncier dans la sécurisation de la mobilité et l'accès équitable des ressources pastorales, *revue des questions foncières*, IRAM, France, pp.157-188.
- Bonnet, B., 2012, Analyse de quelques expériences de gestion locale des ressources naturelles communes au Sahel, Editions IRD, France, pp. 393-409.
- Bonnet, B. et B. Guibert, 2011, Le pastoralisme, enjeux et perspectives des politiques sectorielles : Éléments d'analyse régionale pour le Tchad, le Niger et le Mali, dans : Alfaroukh I-O., N. Avella et P. Grimaud (éditeurs scientifiques), *Politique sectorielle du pastoralisme au Tchad : Quelles orientations* », Actes du colloque, N'Djamena, Tchad, pp. 45-51.
- Bonte, P., 2009, Appartenances tribales et enjeux fonciers pastoraux en Mauritanie : le projet « Élevage II », *Études rurales*, EHESS, 2, 184, pp. 149-168.
- Boutrais, J-B., 2000, La gestion sociale locale, dans : Gillon Y., C. Chaboud,, J. Boutrais et C. Mullon (éditeurs scientifiques), *Du bon usage des ressources renouvelables* », Collections Latitudes 23, IRD, Paris, pp. 147-152.
- Boutrais, J-B., 2008, Pastoralisme et aires protégées d'Afrique de l'Ouest en regard de l'Afrique de l'Est, dans : Aubertin C., et E. Rodary (éditeurs scientifiques), *Aires protégées, espaces durables?* ».IRD, Marseille, pp. 215-246.
- Cadoret, A., 2006, Conflits d'usages liés à l'environnement : Enjeux d'une gestion intégrée. Le cas du Littoral de Languedoc-Roussillon. Thèse de doctorat de géographie, Montpellier, 585 p.
- Chauveau, J-P., J-P. Colin, J-P. Jacob, Ph. Lavigne Delville et P-Y. Le Meur, 2006, Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, Gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest, résultats du projet de recherche claims, IIED, Londres, Royaume-Uni, 92 p.
- Chauveau, J-P., M. Le Pape et J-P. Olivier de Sardan, 2001, La pluralité des normes et leurs dynamiques en Afrique : Implications pour les politiques publiques, dans : Winter G., (coordonnateur) J-P. Chauveau., G. Courade., J. Coussy, M. Le Pape et M. Lévy (éditeurs scientifiques), *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralités des normes et jeux d'acteurs* », Karthala-IRD, Paris, pp. 145-162.
- Colin de Verdière, P., 1995, Les conséquences d'une sédentarisation de l'élevage au Sahel. Étude comparée de trois systèmes agro- pastoraux dans la région de flingué-Niger. Thèse de doctorat. Paris-Grignon, France, 220 p.
- Coluta, L., M-O. Odhiambo. N. Orwa et A. Muhanji, 2005, securing the commons in an era of privatization: policy and legislative challenges, Series n°10, London, 13 p.

- Convers, A., I. Chaibou., A. Binot et D. Dulieu, 2007, La gestion de la transhumance dans la zone d'influence du parc régional du W par le programme écopas, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 4 | novembre 2007, mis en ligne le 27 mai 2008. URL : <http://vertigo.revues.org/761>, DOI:10.4000/vertigo.761, Consulté le 28 juin 2012. .
- Cotula, L., C.Hesse., O.Sylla., B.Thébaud., G.Vogt et K.Vogt, 2006, Droits fonciers et accès à l'eau au Sahel : Défis et perspectives pour l'agriculture et l'élevage, *iiied*, Londres, n°139, 101 p.
- Cotula, L., S. Vermeulen., R. Leonard et J. Keeley, 2009, Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa, *IIED/FAO/IFAD*, London/Rome, 121 p.
- Coulibaly, A., H-A. Ouattara et P. Cecchi, 2007, Pastoralisme et stratégies d'acteurs locaux : Pluralisme des règles et conflits, dans : Cecchi P., (éditeur scientifique), *L'eau en partage, les petits barrages de la Côte d'Ivoire*, Collections latitude, 23, IRD, pp. 201-2013.
- Déclaration de N'djaména, 2013, Élevage pastoral. Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahaliens, colloque régional du 27-29 Mai, 2013, N'Djaména, 8 p.
- Dong, S., L. Wen, S. Liu, X. Zhang, J. P. Lassoie, S. Yi, X. Li, J. Li et Y. Li, 2011, Vulnerability of worldwide pastoralism to global changes and interdisciplinary strategies for sustainable pastoralism. *Ecology and Society* [En ligne], 16, (2), 10 p., URL : <http://www.ecologyandsociety.org>
- Diao Camara A., 2013, Des injonctions de développement créatrices d'incertitude, dans : Ancey V., I. Avelange et B. Dedieu (dir), *Agir en situation d'incertitude, Regards pluridisciplinaires au Nord et au Sud*, n°17, EcoPolis, Bruxelles, pp. 109-126.
- Fauchette, S., 1999, Colonisation des terres sylvo-pastorales et conflits fonciers en haute - Casamance « collection tenures foncières pastorales ». Dossiers zones arides n°13, *IIED*, 41 p.
- Faye, J., 2008, Foncier et décentralisation : l'expérience du Sénégal, dossier Zones Arides, *IIED*, London, n°149, pp.1-21
- Fielmua, N., R-D. Boye Bandie, K. Marshall et M-K. Ziemah, 2014, Managing Pastoralism and Water Rights in the Upper West Region of Ghana: A Blame Game among Actors, *Journal of Sustainable Development*, 7, 1, pp. 72-84.
- François, J., 2006, Nomadisme et transhumance, chronique d'une mort annoncée ou d'un développement porteur : Enjeux, défis et enseignements tirés des projets l'hydraulique pastorale au Tchad, *Afrique Contemporaine*, 1,127, De Boeck, pp. 55-75.
- Ferot, A-M., 1999, Territoires nomades en devenir. Questions à propos de l'urbanisation d'un espace nomade (Mauritanie), in Bonnemaïson, J., L. Cambrezy et L. Quinty-Bourgeois (dir), *La nation et le territoire : lieu ou frontière? Tome 2*, L'Harmattan, Paris, France, pp. 113-124.
- Galaty, J.G., 1990, Pastoralisme, sédentarisation et État en Afrique de l'Est, in D. Atwood D., and B. Baviskar (eds), *Who Shares?, Cooperatives and Rural Development*, Delhi, Oxford University Press, pp. 39-50.
- Galaty, J.G., 2005, Time, Terror, and Pastoral Inertia : Sedentarization and Conflict in Northern Kenya, dans: Fratkin E., et E-A. Roth (dir), *As pastoralists Settle. Social, Health, and Economic Consequences of Pastoral sedentarization in Marsabit District, Kenya*, Kluwer Academic/Plenum Publishers, New York, pp. 53-68.
- Galaty, J.G., 2008, Revisiting Pastoralism and marketing in East Africa. Review of Mc Peak J.G. and P.D. Little, Pastoral livestock marketing in Eastern Africa: Research and policy challenges, *African Studies Review*, 51, 1, pp. 131-135.

Gangneron, F., 2013, Ressources pastorales et Territorialité chez les agroéleveurs sahéliens du Gourma des Buttes, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 13 Numéro 3 | décembre 2013, mis en ligne le 30 décembre 2013, consulté le 05 Mai 2014, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/14427>; DOI : 10.4000/vertigo.14427

Djenontin, A. J.P, M. Houinato, B.Toutain et B.Sinsin, 2009, Pratiques et stratégies des éleveurs face à la réduction de l'offre fourragère dans le Nord-Est Bénin, *revue Sécheresse*, 20, 3, pp. 346-353.

Goxe A., N. Holec et S. Rousseau, 2006, Editorial dossier 8 : Méthodologie et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable, *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 8 | 2006, mis en ligne le 14 décembre 2006, consulté le 19 juin 2012, URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3321>

Hammel, R., 2006, Politique de développement pastoral au Sahel. « Les ambitions de développement de la coopération internationale et la dynamique du système pastoral nigérien. Analyse comparative et historique », IUED, vol. 147, mémoire, Genève. 212p.

Harchies, M., A. Binot et E. Wolff, 2007, Impacts mutuels de la conservation et de l'élevage transhumants sur l'occupation des sols et les ressources environnementales, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 4 | novembre 2007, mis en ligne le 11 septembre 2007, consulté le 14 mai 2013, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/808>; DOI : 10.4000/vertigo.808

Hardin, G., 1968, the Tragedy of the Commons, *Science*, 162, No. 3859, pp. 1243-1248.

Hesse, C. et B. Thébaud, 2006, Will pastoral legislation disempower pastoralists in the Sahel? *Indigenous affairs*, n°1, 2006, pp. 14-23.

Hesse, C. et J. McGregor, 2006, Le pastoralisme, richesse cachée des zones arides? Développement d'un cadre économique pour l'évaluation du pastoralisme en Afrique de l'Est, IIED, n°142, London, pp. 1- 43.

Hesse, C., S. Anderson., L. Cotula., J. Skinner et C. Toulmin, 2013, Gérer la vie en dents de Scie. Soutenir des moyens de subsistance résilients au climat dans la région du Sahel, IIED, issue paper, London. pp. 1-36.

Hochet, P., 2006, La bonne gouvernance » à l'épreuve des contextes locaux : Un projet de gestion participative des ressources pastorales au Mali, *Autrepart*, n°37, pp. 111-127.

Ibrahim, H., M. Mormont et B.Yamba, 2013, Local innovations and initiatives in management of conflicts and risks health in agro-pastoral zones : SAREL and PASEL Projects in Dakoro, Department in Niger. The Commons attribution 3.0 License, *Field Actions Science Reports*, pp. 1- 8

Jacob, J-P., 2007, Terres privées, Terres communes. Gouvernement de la nature et des homes en pays Winye (Burkina), Karthala- IRD, Paris, 286 p.

Jouve, P., 2006, Jeu croisé des dynamiques agraires et foncières en Afrique subsaharienne. Interplays between agrarian and land tenure Dynamics in Africa South of Sahara, *Actes du colloque international « Les frontières de la question foncière, At the frontier of land issues»*, Montpellier, France, pp. 1-14.

Jouve, P. et D., David, 1985, Diversité spatiale et évolution des modes d'association de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Maradi au Niger , dans : L Lefort (dir), *Relations Agriculture-Elevage*, Les cahiers de la recherche développement en milieu rural, n°7, DSA-CIRAD, Montpellier- Cedex, pp. 54-64.

Koechlin, J. et M. Stigilano, 1980, Rapport d'étude sur le milieu naturel et système de productions, *Programme de recherche sur la région de Maradi : Lutte contre l'aridité en milieu tropical*, DGST et ACC, Université de Bordeaux 2, 92 p.

Kirat, T. et A. Torre, 2008, Territoires de conflits. Analyses des mutations de l'occupation de l'espace. Paris, l'Harmattan, 318 p.

Kiage, L-M., 2013, Perspectives on the assumed causes of land degradation in the rangelands of Sub-Saharan Africa, *Progress in Physical Geography*, 37, 5, pp. 664-684.

Louali, A., 2014, Contribution de la dynamique de l'élevage pastoral au Niger : Cas de la région de Diffa, thèse de doctorat, Université de Liège, 194 p.

La Rovere R., P. Hiernaux., H. Van Keulen., J-B. Schiere et J-A. Szoyi, 2005, Co-evolutionary scenarios of intensification and privatization of resource use in rural communities of south-western Niger, *Agricultural Systems*, 83, pp. 251-276.

Lanes, C. et R. Moorehead, 2009, Nouvelles orientations de la gestion et la politique des parcours, In Sconnes L. (eds), *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique* ». CTA-Karthala, Paris, pp. 209-234.

Lavigne Delville, Ph., 2006, Conditions pour une gestion décentralisée de ressources naturelles : Entre « community failures », « market failures », et « state failures », construire de nouveaux « communs », dans : Bertrand A., A. Karsenty et P. Montagne, (eds), *l'État et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone, et à Madagascar*, CIRAD/Harmattan, Paris, pp. 142-162.

Lavigne Delville, Ph., 1999, La décentralisation administrative face à la question foncière (Afrique francophone rurale), Working papers on African societies n°39, Institut fuer Ethnologie und Afrikastudien (Mainz University), pp. 1-18.

Lavigne Delville, Ph., 2003, Les politiques foncières contemporaines : brève comparaison des approches du Mali et de Madagascar, (Version provisoire), *Contribution au Forum Rural Européen, 6 septembre, 2002, Montpellier, Gret*, 8 p.

Lavigne Delville, Ph., H. Ouédraogo., C. Toulmin et P-Y. Le Meur, 2002, Pour une sécurisation foncière des producteurs ruraux. *Actes du séminaire international d'échanges entre chercheurs et décideurs*, Ouagadougou, Gret, 172 p.

Lavigne Delville, Ph et C. Saïah, 2015, Politiques foncières et mobilisations sociales au Bénin. Des organisations de la société civile face au code domaniale et foncier. *Les cahiers du Pôle Foncier*, n°14, 64 p.

Le Roy E., A. Karsenty et A. Bertrand, 1996, La sécurisation foncière en Afrique : Pour une gestion viable des ressources naturelles, Karthala, Paris, 388 p.

Le Meur, P-Y, 2008, L'information foncière, bien commun et ressource stratégique. Le cas du Bénin, 147, iied, Londres, 29 p.

Lund, C., 2001, Les réformes foncières dans un contexte de pluralisme juridique et institutionnel : Burkina Faso et Niger, dans : Winter G., (coordonnateur) J-P. Chauveau., G. Courade., J. Coussy., M. Le Pape et M. Lévy, *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralités des normes et jeux d'acteurs*, Karthala-IRD, Paris, pp. 195-207.

Ly, I., 2004, Essai de représentation des tendances d'évolution du droit pastoral en Afrique de L'Ouest : Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, *Sénégal, Étude juridique en ligne*, FAO, n°35, pp. 1-36

- Miranda, E., 1980, Essai sur les déséquilibres écologiques et agricoles en zone tropicale semi-aride. Le cas de la région de Maradi- Thèse C.E.P.E., Montpellier, 231 p.
- Marty, A., 1990, Les organisations coopératives en milieu pastoral : héritage et enjeux, *Cah.Sci.Hum*, n° (1-2), pp. 121-135.
- Marty, A., 1993, La gestion des terroirs et les éleveurs : un outil d'exclusion ou de négociation ?, *Revue Tiers-Monde*, 34, 134, pp. 327-344
- Milleville, P., 1992, Conditions sahéliennes et déplacements des troupeaux bovins (Oudalan, Burkina Faso), In Le Floch E., M. Grouzis., A. Cornet et J-C. Bille (eds), *L'aridité : Une contrainte au développement, Caractérisation, réponses, stratégies des sociétés*, ORSTOM, Paris, pp. 539-552.
- Milleville, P., 1995, Stratégies et comportements des agriculteurs les plus pauvres vis-à-vis de l'intensification et de la préservation des ressources naturelles dans les pays de l'Afrique soudano-sahélienne. FAO/ORSTOM, Montpellier, 141 p.
- Marie, J. et E. Idelman, 2010, « La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales? », *EchoGéo*, n°13, pp. 1-13.
- Mathieu, P. et D. Tabutin, 1996, « Démographie, crise et environnement dans le monde rural africain », In Coussy J. et J.Vallin (dr), *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques* », les études du CEPED, Paris, n°13.pp. 123-171.
- Marty, A., 1998, La délimitation des parcours », dans : P. Lavigne Delville, (eds), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité* », Karthala, pp. 504-511.
- Marty, A., 2000, Les approches de la gestion des pâturages et les projets de développement : Quelles perspectives? Atelier régional sur la zone ouest-africaine. Niamey-Niger, 2000, 17 p.
- Moseley, W- G., J-A. Earl J-A et L. Diarra, 2000, La décentralisation et les conflits entre agriculteurs et éleveurs ,dans : Orange D., R.Arifi., M.Kuper., P.Morand et Y.Poncet (eds), *Gestion intégrée des ressources naturelles en zones inondables tropicales*, IRD, Paris, pp. 101-118.
- McCarthy, N., C. Dutilly-Diane., B. Drabo., A. Karama et J-P. Vanderlinden, 2004, *Managing Resources in Erratic Environments: Analysis of pastoralist system in Ethiopia, Niger and Burkina Faso. Reseach Report*, n°135, Washington DC. 89 p.
- Marty, A., et A. Mohamadou, 2005, *Décentralisation et communautés nomades au Niger : Étude et propositions*, Rapport définitif, Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM) /Paris/Montpellier, France,82 p.
- Mercoiret, R-M., 2006, Les organisations paysannes et politiques agricoles. *Afrique Contemporaine*, n°127, pp. 135-157.
- Ministère de l'hydraulique et de l'environnement du Niger, 2011, Stratégie nationale d'hydraulique pastorale et plan de sa mise en oeuvre, version définitive, 90 p.
- Mohamadou, A., 2009, Décentralisation et pouvoir local au Niger, IIED, n°150, pp. 1-25.
- Naess, M.-W., 2012, Cooperative Pastoral Production : Conceptualizing the Relationship between Pastoral Labor and Production, *American Anthropologist*, 114, 2, pp. 309-321.
- Nelen, J., R-V. Klinken et W. Mwangi, 2012, Améliorer les moyens d'existence des populations pastorales. *Note thématique de la SNV*, n°2. 8 p.
- Nori, M., M. Taylor et A. Sensi, 2008, Droits pastoraux, modes de vie et adaptations aux changements climatiques, IIED, n°148, 29 p.

- Nori, M. et M. Taylor, 2006, Moyens mobiles d'existence, ressources fragmentaires, droits variables : appréhender les territoires pastoraux. Document de travail de l'ILC.
- Nori, M. et C. Neely, 2009, The Tragedy Is On, The Tragedy Is Over: Pastoral Challenges and Opportunities for Conservation Agriculture. Paper prepared for the IV World Congress on Conservation Agriculture, 14 p.
- Ostrom, E., 2010, Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles. De Boeck, 301 p.
- Ostrom, E., 1990, Governing the commons: the evolution of institutions for collective action, Cambridge University Press, 181 p.
- Ouédraogo, H., D. Gnisci et L. Hitimana, 2006, *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. CSAO/OECD, 71 p.
- Peyre de Fabregues, B., 1987, Aspects pastoraux du développement de l'élevage en zone sahélienne dans le contexte de la période de sécheresse : le cas du Niger. In : Peyre de Fabregues B (eds) *Le développement rural : comprendre pour agir*. Colloques et Séminaires sur les Dynamiques des Systèmes Agraires, Paris, ORSTOM, pp. 309-339
- Pouillon, F., 1990, Sociétés pastorales et Développement : Histoires des politiques et critique des doctrines. *Cah.Sci.Hum*, 26 (1-2), pp. 3-7.
- Pouillon, F., 1990, Sur la « stagnation » technique chez les pasteurs nomades : les Peuls du Nord Sénégal. *Cah.Sci.Hum*, 26 (1-2), pp. 173-192.
- Raynaud, C., 1980, *Recherches multidisciplinaires sur la région de Maradi, Rapport de synthèse*, Université de Bordeaux II, DGRST, LAT, 80 p.
- Rass, N., 2006, Policies and strategies to address the vulnerability of pastoralists in Sub-Saharan Africa, Document de travail FAO-PPLPI, n°37, Rome, FAO. 102 p.
- Roe, D., F. Nelson et C. Sandbrook, 2009, La gestion communautaire des ressources en Afrique : Impacts, expériences et orientations futures. IIED. Séries ressources naturelles, n°18, Royaume-Uni, 241 p.
- Sandford, S., 2009, Améliorer l'efficacité de l'opportunisme : Les nouvelles orientations du développement pastoral, In Sconnes L (dir), *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique*, CTA-Karthala, pp. 297-309.
- Sawadago, I., 2011, Ressources fourragères et représentations des éleveurs, évolutions des pratiques pastorales en contexte d'aire protégée : Cas du terroir de Kotchari à la périphérie de la réserve de biosphère du W au Burkina Faso, Thèse de doctorat. 336 p.
- Schlecht, E., P. Hiernaux et M-D. Turner, 2004, Livestock related nutrient budgets within village territories in western Niger. *Nutrient Cycling in Agrosystems*, 68, 3, pp. 99-211.
- Schwartz, J-H., 2005, Ecological and Economic Consequences of reduced Mobility in Pastoral Livestock Production systems, in Fratkin E., E-A. Roth (dir), *As pastoralists Settle. Social, Health, and Economic Consequences of Pastoral Sedentarization in Marsabit District, Kenya*, Kluwer Academic/Plenum Publishers, New York, pp. 69-86.
- Swift, J., 2009, Les écosystèmes dynamiques et l'administration du développement pastoral, In Sconnes L (dir), *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique*, CTA-Karthala, pp. 265-295.
- Sylla, D., 2009, Les organisations pastorales dans des environnements incertains, In Sconnes L (dir), *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique*, CTA-Karthala, pp. 235-264.

- Tallet, B., 2007, Commentaire. La levée du Blocage foncier en milieu rural Burkinabé ?, *Natures, Sciences, Sociétés*, 15,2, pp. 140-141.
- Tarchiani, V. et B. Roua, 2010, La problématique foncière et la gestion pastorale entre décentralisation et développement local : le cas de Keita au Niger, *Revue Sécheresse*, 21, 3, pp. 203-210.
- Thebaud, B., 2002, Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel : Peuls du Niger oriental et Yagha Burkinabé, Collection Hommes et Troupeaux, Karthala, France, 318 p.
- Thébaud, B. et S. Batterburry, 2001, Sahel pastoralists : opportunism, struggle, conflict and negotiation. A case study from eastern Niger, *Global Environmental Change*, 11, 1, pp. 69-78.
- Touré, E., 2011, L'analyse interactionniste de la décentralisation. Une approche par les acteurs et leurs pratiques. Université d'Ottawa, *Recherche Qualitative*, 30, 1, pp. 247-273.
- Touré, O., 1997, La gestion des ressources naturelles en milieu pastoral : l'exemple du Ferlo sénégalais, In Becker C., et P. Tersiguel (éds), *Développement durable au Sahel*, Dakar/Paris, Karthala, pp. 125-143.
- Touré, O., 2004, Impacts des lois pastorales sur la gestion équitable et durable des ressources naturelles en Guinée, IIED, Programme Zones arides, n°126, Londres, pp. 1-59.
- Turner, M-D., 2004, Political ecology and the moral dimensions of "resources conflicts" the case of farmer-herder conflicts in the Sahel, *Political Geography*, 23, 7, pp. 863-889.
- Wane, A., V. Ancey V. et I. Toure, 2010, Pastoralisme et recours aux marchés : Cas du Sahel sénégalais (Ferlo), *Cahiers Agriculture*, 19, 1, pp. 1-7.
- Waziri Mato, M., 2004, Élevage et ressources en eau dans le Nord de la région de Zinder (Niger), *Revue de géographie alpine*, 92, 1, pp. 39-48.

RÉSUMÉS

Cette revue bibliographique met en évidence les politiques d'élevage qui affectent le pastoralisme sahélien et ses impacts de réformes institutionnelles et foncières. Le point central est constitué par les systèmes de tenure foncière pastorale qui ont été profondément affectés par ces politiques pastorales qui, avec l'accroissement démographique et les crises écologiques, contribuent à la destruction des moyens d'existence des communautés pastorales. Ce que montre aussi l'inventaire des connaissances, c'est que la gestion durable des espaces pastoraux nécessite la prise en compte de la pluralité des acteurs, de leurs stratégies et de leurs capacités d'adaptation des systèmes aux contextes institutionnel et écologique changeants. Ce travail consiste en une synthèse des recherches sur ces politiques et enjeux fonciers (Goxe et al., 2006). Cette synthèse permet d'élucider les goulots d'étranglement des systèmes pastoraux mobiles pour questionner les représentations du pastoralisme aux regards des réalités nouvelles et des défis actuels des territoires pastoraux.

This literature review highlights farming policies that affect the Sahelian pastoralism and institutional reforms are underpinned by representations of pastoralism and possibilities that contrast sharply with the knowledge accumulated by the social sciences in recent decades. The central point consists of the pastoral land tenure systems that have been deeply affected by these public policies with population growth and ecological crises, contributing to the destruction of livelihoods of pastoral Community-tees. It also shows that the inventory of knowledge is that sustainable management of rangelands requires consideration of the plurality of actors, their

strategies, and their capacity to adapt systems to institutional and environmental contexts changing. This work is a synthesis of research on these land policies and issues (Goxe et al., 2006). This synthesis allows to elucidate bottlenecks mobile pastoral systems to question the representations of pastoralism to the gaze of new realities and challenges of pastoral territories.

INDEX

Keywords : pastoralism, development policy, Land tenure, state of places, Sub-Saharan Africa

Mots-clés : pastoralisme, politiques développementalistes, tenure foncière pastorale, état de lieux, Afrique Subsaharienne

AUTEURS

HABIBOU IBRAHIM

Docteur en Sciences et Gestion de l'Environnement, Faculté des Lettres et Sciences humaines, Département de Géographie, BP418 Niamey, Niger, courriel : habibou.ibrahim@student.ulg.ac.be, habibkournib@yahoo.fr

MARC MORMONT

Professeur ordinaire, Département Sciences et Gestion de l'Environnement, Faculté des Sciences, Université de Liège, Campus d'Arlon, Avenue de Longwy, 185- B-6700- Arlon, France, courriel : mmormont@ulg.ac.be

PIERRE M. STASSART

Professeur Département Sciences et Gestion de l'Environnement, Faculté des Sciences, Université de Liège, Campus d'Arlon, Avenue de Longwy, 185- B- 6700-Arlon, France, courriel : stassart.p@ulg.ac.be

BOUBACAR YAMBA

Professeur titulaire, Département de Géographie, Faculté de Lettres et Sciences Humaines, Université Abdou Moumouni, Niamey, Niger, BP 418, courriel : byamba@refer.ne